

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2171

5 septembre 2013

SOMMAIRE

AB Fleurs S.à r.l.	104172	Reasar S.A.	104167
Capital City Europe S.à r.l.	104162	REF IV Luxembourg S.à r.l.	104167
ed-g	104172	Retouche Prestige S.à r.l.	104168
EIF Soparfi B S.à r.l.	104208	RH Paris 1 S.à r.l.	104166
Esso Luxembourg	104208	RH Paris 2 S.à r.l.	104168
ExxonMobil Asia International Limited Liability Company, Sàrl	104162	Rischette S.à r.l.	104168
Finethic S.C.A., SICAV-SIF	104162	Rischette S.à r.l.	104168
Finethic S.C.A., SICAV-SIF	104208	Sammartini S.à r.l.	104168
Gefco Consulting S.à r.l.	104162	Samson International Holding S.A.	104167
Godissa S.A.	104164	Saproman Invest	104169
Goodman Turquoise Logistics (Lux) S.à r.l.	104164	Sirius S.A.	104173
Goodyear	104164	Smets Gallery S.à r.l.	104169
GPO Advisory (Lux) S.à r.l.	104163	Smets Gallery S.à r.l.	104169
Great Southern S.à r.l.	104163	Solusion SA	104169
Green Luxco III S.à r.l.	104163	Spirit of the Enterprise S.A.	104168
Green Luxco I S.à r.l.	104163	Stanton S.A.	104169
Harlington S.A.	104165	Syga S.A.	104169
IBEF S.A.	104166	Tabaski Invest S.A.	104170
Ideale Immobilière S.à r.l.	104166	The Key S.à r.l.	104170
iHOME S. à r.l.	104172	Thermo Luxembourg Holding S.à r.l.	104170
Ile de LaD Luxembourg S.à r.l.	104166	Thermo Luxembourg S.à r.l.	104170
Industrial Re S.A.	104165	The Van Daalen Group S.A.	104170
Infinite Loop	104165	Torelli S.à r.l.	104171
Inovaje S.A.	104165	Tourmaline Investments	104170
International Trading Business Sàrl	104164	Treetime S.à r.l.	104171
Interval S.A. - SPF	104165	UHY Fibetrust S.à r.l.	104171
ista Luxembourg GmbH	104172	Ukrainian Agrarian Investments S.A.	104171
Larry Condo Holdco S.à r.l.	104167	Ukrainian Agrarian Investments S.A.	104171
Morsa Capital S.A.	104166	Vip Domotec La Boutique	104171
Moutsi Investments S.à r.l.	104173	Vip Domotec La Boutique	104172
Noylight S.à r.l.	104193	VISLAVIE Centre de beauté, de soins et de bien-être S. à r. l.	104172

Capital City Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 136.677.

Conformément à l'article 3 de la loi du 12 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Citco C&T (Luxembourg) SA informe de la dénonciation de domiciliation conclue le 16 janvier 2008, pour une durée indéterminée entre les deux sociétés suivantes:

Capital City Europe S.à r.l. ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
RCS B 136677

Et

Citco C&T (Luxembourg) SA ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
avec effet au 1^{er} juin 2013.

Fait à Luxembourg, le 10 juillet 2013.

Christelle Ferry / Catherine Noens.

Référence de publication: 2013097632/15.

(130118642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

ExxonMobil Asia International Limited Liability Company, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: JPY 13.262.600,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 76.503.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Bertrange le 28 juin 2013

L'Assemblée décide:

- de renommer comme administrateurs de la société monsieur Jerry Maertz, Marcel Speklé et Yves Loisel. Leur mandat prendra fin à la date de l'Assemblée Générale de 2014.

P. Mariën.

Référence de publication: 2013097763/13.

(130118498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Finethic S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.021.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013097811/12.

(130119017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Gefco Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 68, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 69.580.

La gérance décide de transférer le siège social avec effet 1^{er} juillet 2013 au 68, avenue de la Liberté, 1930 Luxembourg.
Le gérant Vincent Villem informe la Société que sa nouvelle adresse professionnelle est 68, avenue de la Liberté, 1930 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2013.

Gefco Consulting S. à r.l.

Vincent VILLEM

Référence de publication: 2013097877/14.

(130118327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Green Luxco III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 168.894.

—
Extrait de la décision prise par le conseil d'administration en date du 11 décembre 2012

Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

Luxembourg, le 12.07.2013.

Pour avis sincère et conforme

Green Luxco III S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Attention d'obtenir mandat

Référence de publication: 2013097871/15.

(130118593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Green Luxco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 168.814.

—
Extrait de la décision prise par le conseil d'administration en date du 11 décembre 2012

Le siège de la société a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1930 Luxembourg, 76, avenue de la Liberté.

Luxembourg, le 12.07.2013.

Pour avis sincère et conforme

Green Luxco I S. à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Attention d'obtenir mandat

Référence de publication: 2013097870/15.

(130118595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Great Southern S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8086 Bertrange, 44, Am Wénkel.

R.C.S. Luxembourg B 171.478.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097869/10.

(130119047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

GPO Advisory (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 122.706.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013097898/14.

(130118537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Goodman Turquoise Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 137.759.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Goodman Turquoise Logistics (Lux) S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013097867/12.

(130118718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Goodyear, Société Anonyme.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, avenue Gordon Smith.

R.C.S. Luxembourg B 4.441.

La dénomination sociale de la Société est «Goodyear S.A.».

Suivant l'assemblée générale de la société tenue le 9 juillet 2013:

L'actionnaire a nommé la société PricewaterhouseCoopers S.à r.l., enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477, dont le siège social est au 400 Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, comme réviseur d'entreprise agréé de la Société, jusqu'à la date de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 14 juillet 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013097893/15.

(130118962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Godissa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.069.

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 30 juin 2011 a décidé, que le siège social sera dorénavant au 7, route d'Esch à L-1470 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2011.

Pour GODISSA S.A.

Administrateur

Référence de publication: 2013097890/13.

(130118895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

International Trading Business Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 173.495.

Il résulte d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 11 juillet 2013 que les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

L'associé unique décide de transférer le siège de la société au 4, Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg avec effet immédiat.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013097982/14.

(130119027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Industrial Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 36.702.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 27 juin 2013

L'assemblée reconduit le mandat du réviseur d'entreprises Ernst & Young jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire 2014 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013097971/12.

(130118559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Harlington S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 59.678.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note de notre démission de la fonction de commissaire aux comptes de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9 juillet 2013.

Luxembourg International Consulting

Signatures

Référence de publication: 2013097937/12.

(130119263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Interval S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 39.661.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097983/10.

(130119352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Infinite Loop, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 171.625.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013097973/10.

(130118704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Inovajeau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 23.893.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013097974/10.

(130119210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Ideale Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3656 Kayl, 45A, rue Michel.

R.C.S. Luxembourg B 155.515.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013097961/11.

(130118384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Ile de LaD Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 30, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 115.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013097950/13.

(130119192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

IBEF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 77.458.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097958/10.

(130119121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Morsa Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 100.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Morsa Capital S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013098175/11.

(130119478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

RH Paris 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 136.967.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098315/9.

(130118883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Larry Condo Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 159.499.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 9 juillet 2013

Le siège social a été transféré de L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert à L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Larry Condo Holdco S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013098045/14.

(130118676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

REF IV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 147.145.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 7 mars 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 8 avril 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013098308/13.

(130119067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Reasar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 67.792.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2013

Quatrième Résolution: Nominations statutaires

Le mandat du Réviseur d'Entreprises PricewaterhouseCoopers dont siège à L – 1014 Luxembourg-400, route d'Esch est reconduit à l'unanimité jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Référence de publication: 2013098307/12.

(130118623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Samson International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 57.151.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung Abgehalten am Firmensitz am 10. Juni 2012 Um 11.00 Uhr

Das Mandat des zugelassenen wirtschaftsprüfers endet am heutigen Tage. Die Generalversammlung ernennt die Gesellschaft FIDEWA-CLAR S.A., mit Sitz in L-3364 Leudelingen, 2, rue du Château d'Eau eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B165462, zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft.

Dieses Mandat endet sofort nach der jährlichen Hauptversammlung 2014.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. Jura 2013.

Ein Verwaltungsratsmitglied

Référence de publication: 2013098362/15.

(130118380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Retouche Prestige S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 1A, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 117.188.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013098313/9.
(130119460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

RH Paris 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.
R.C.S. Luxembourg B 136.968.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013098316/9.
(130118871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Rischette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6130 Junglinster, 4, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 97.302.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013098319/9.
(130119196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Rischette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6130 Junglinster, 4, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 97.302.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013098320/9.
(130119197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Spirit of the Enterprise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 162.636.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013098341/9.
(130118807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Sammartini S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 138.206.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013098360/9.
(130118666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Saproman Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 172.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098364/9.

(130118414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Smets Gallery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 54.967.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098384/9.

(130118246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Smets Gallery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 262, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 54.967.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098385/9.

(130119080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Solusion SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 145.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098398/9.

(130119489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Stanton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 120.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098405/9.

(130118472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Syga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 134.732.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098411/9.

(130119345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

The Key S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2225 Luxembourg, 23, rue General Major Lunsford Oliver.

R.C.S. Luxembourg B 158.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098417/9.

(130118805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Tourmaline Investments, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 70, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 155.966.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098424/9.

(130119081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Tabaski Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.154.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098430/9.

(130119290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

The Van Daalen Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 152.019.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098442/9.

(130118442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Thermo Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 85.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098444/9.

(130118316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Thermo Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 85.263.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098446/9.

(130118361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Torelli S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.234.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098450/9.

(130118667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Treetime S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4910 Hautcharage, 32A, rue de Bascharage.

R.C.S. Luxembourg B 34.880.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098457/9.

(130119463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

UHY Fibetrust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 35.966.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098469/9.

(130119008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Ukrainian Agrarian Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 161.615.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098471/9.

(130119505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Ukrainian Agrarian Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 161.615.

Les comptes consolidés au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098472/9.

(130119541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Vip Domotec La Boutique, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 12, Place Beech.

R.C.S. Luxembourg B 127.665.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098489/9.

(130118937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Vip Domotec La Boutique, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7610 Larochette, 12, Place Beech.

R.C.S. Luxembourg B 127.665.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098490/9.

(130118938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

VISLAVIE Centre de beauté, de soins et de bien-être S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 40, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 106.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098491/9.

(130119487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

ed-g, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 53.639.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098541/9.

(130120643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

ista Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 125.994.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098543/9.

(130120326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

iHOME S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8705 Useldange, 29A, Rëndelwee.

R.C.S. Luxembourg B 132.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098544/9.

(130119967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

AB Fleurs S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 1, rue Jean-Pierre Michels.

R.C.S. Luxembourg B 138.499.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013098579/9.

(130119907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2013.

**Sirius S.A., Société Anonyme,
(anc. Moutsi Investments S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 118.937.

In the year two thousand and thirteen, on the third day of July.

Before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Moutsi Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.-F. Kennedy, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Section B, number 118.937, incorporated pursuant to a notarial deed dated 4 August 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 28 October 2006, number 2026. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 23 December 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 9 February 2009, number 276 (the "Company").

The meeting was opened at 6.00 p.m. with Mr Michael Jonas, lawyer, professionally residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Stéphanie Weydert, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Charles Heisbourg, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company in order to increase it from its current amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) up to one hundred twenty-six thousand euro (EUR 126,000) by the increase of the nominal value of the shares of the Company, from their current amount of fifty euro (EUR 50) up to five hundred euro (EUR 500);

2. Change of the legal form of the Company from a société à responsabilité limitée into a société anonyme;

3. Change of the name of the Company from Moutsi Investments S.à r.l. into Sirius S.A.;

4. Allocation of the shares of the Company further to the conversion;

5. Transfer of the registered office of the Company;

6. Removal of the managers (gérants) of the Company and discharge;

7. Confirmation of the number of members of the board of directors of the Company and appointment of the directors (administrateurs) of the Company further to the conversion of the Company into a société anonyme;

8. Appointment of a statutory auditor of the Company;

9. Full restatement of the articles of association of the Company;

10. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties, will also remain annexed to this deed.

IV. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

V. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution:

The general meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred thirteen thousand four hundred euro (EUR 113,400) so as to raise it from its current amount of twelve thousand six hundred euro (EUR 12,600) up to one hundred twenty-six thousand euro (EUR 126,000), by increasing the nominal value of the shares of the Company, from their current amount of fifty euro (EUR 50) up to five hundred euro (EUR 500).

The increase of the nominal value of the shares of the Company has been entirely paid-up through the incorporation of an amount of one hundred thirteen thousand four hundred euro (EUR 113,400) of available reserves currently recorded in the accounts of the Company.

The availability of such reserves is shown to the undersigned notary by means of an interim balance sheet of the Company as at 31 May 2013.

Said interim balance sheet will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution:

The general meeting resolves to change with immediate effect the legal form of the Company from its original form of a société à responsabilité limitée into the form of a société anonyme, in accordance with article 3 paragraph 5 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the "Law") (the "Conversion").

The general meeting further resolves that from an accounting and tax perspective, the Conversion will be considered as effective on the date of the present general meeting.

The change of legal form is made on basis of a report in satisfaction of articles 26-1 and 32-1 of the Law established by Fiduciaire Kohn Révision S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at L-1471 Luxembourg, 259, route d'Esch, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Section B, number 158.810, independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), on the date hereof who has verified the value of the net assets of the Company based on an interim balance sheet of the Company dated as of 31 May 2013 and confirmed the minimum value of the share capital of the Company to the notary.

The conclusion of the valuation report is the following:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the net assets does not correspond at least to the number and value of the shares, and, thus, the share capital of EUR 126.000,00, to be issued in consideration."

This valuation report and the interim balance sheet will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Third resolution:

The general meeting resolves to change the name of the Company from "Moutsu Investments S.à r.l." to "Sirius S.A.".

Fourth resolution:

The general meeting resolves to convert the current two hundred fifty-two (252) ordinary shares (parts sociales) with a nominal value of five hundred euro (EUR 500) each, which are held by the current shareholders (associés), into two hundred fifty-two (252) shares (actions) with a nominal value of five hundred euro (EUR 500) each and to allocate such shares to the current shareholders of the Company as follows:

1. Allianz Versicherungs Aktiengesellschaft, a stock corporation incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Königinstr. 28, 80802 Munich, Germany and registered with the Commercial Register of Munich, Germany under number HR B 75727, holds twenty-six (26) shares of the Company;

2. Allianz Global Corporate & Specialty AG, a stock corporation incorporated and existing under the laws of Germany, having its registered office at Königinstr. 28, 80802, Munich, Germany and registered with the Commercial Register of Munich, Germany under number HR B 161095, holds twenty-six (26) shares of the Company;

3. Allianz Versorgungskasse Versicherungsverein a.G., a smaller mutual insurance association established and existing under the laws of Germany, having its registered office at Königinstr. 28, 80802 Munich, Germany, holds thirteen (13) shares of the Company;

4. Allianz Vie S.A., a stock corporation incorporated and existing under the laws of France, having its registered office at 87 Rue de Richelieu, 75002 Paris, France and registered with the Register of Commerce and Companies of Paris, France under number 340 234 962, holds one hundred forty-five (145) shares of the Company;

5. Allianz S.p.A., a stock corporation incorporated and existing under the laws of Italy, having its registered office Largo Ugo Irneri, 1, Trieste - 34123, Italy, registered with the Register of Commerce of Trieste, Italy under number 05032630963, holds forty-two (42) shares of the Company.

Fifth resolution:

The general meeting confirms the transfer of the registered office of the Company to 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Sixth resolution:

Pursuant to the Conversion, the general meeting acknowledges that the mandate of the members of the board of managers of the Company is terminated at the date of the present deed and resolves to grant discharge to the managers of the Company for the execution of their mandate until the date hereof.

Seventh resolution:

The general meeting resolves to set the number of directors of the Company at three (3) and to appoint, with immediate effect, the following persons as directors (administrateurs) of the Company, for a limited term until the annual

general meeting of the shareholders of the Company to be convened to resolve upon the annual accounts of the Company for the financial year ending on 31 December 2018:

1. Dr. Felix Benedikt, born on 7 September 1973, in Kassel (Germany), professionally residing at L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt, Grand Duchy of Luxembourg;
2. Mr Jens Hartmann, born on 17 September 1971, in Bielefeld (Germany), professionally residing at D-70182 Stuttgart, CharlottenstraBe 3, Germany;
3. Dr. Markus Trotter-Melitz, born on 10 May 1964, in Heidelberg (Germany), professionally residing at D-70182 Stuttgart, CharlottenstraBe 3, Germany.

Eighth resolution:

The general meeting resolves to set the number of external auditor(s) of the Company to one (1).

The following entity is appointed as external auditor (réviseur d'entreprises agréé) with immediate effect and for a limited term until the annual general meeting of the shareholders of the Company convened to resolve upon the annual accounts of the Company for the financial year ending 31 December 2018:

KPMG Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg and recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 149.133.

Ninth resolution:

Further to the above resolutions, the general meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company and that the consolidated articles of the Company shall be drafted in English as prevailing version and followed by a French and German translation.

Accordingly the articles of association of the Company shall now read as follows:

"A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited company (société anonyme) under the name "Sirius S.A." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The Company's object is to

a) hold, manage and operate real property and rights equivalent to real property in particular the real property, registered in the land register of Frankfurt District 9, local court of Frankfurt, folio no. 850, plot 72, sub-plot 16/3, building and free area, 8,190 sqm, being built with an office building called "SKYPER" consisting of the SKYPER Tower, the neo-classical Villa SKYPER and SKYPER Carré in Frankfurt, Taunusanlage 1, Taunusstr. 2, 6 and Weserstr. 40 (the «Property») for the purpose of its own asset investment.

b) hold participations in any form whatsoever by way of contribution, subscription, acquisition or exchange of securities, merger or other processes in groupings, companies, undertakings, whatever their legal form or their corporate object, the management and the disposal of such participations, the creation, acquisition, management and realization of any shares or securities, whether listed or not.

2.2 The Company is not permitted to take up any loans or other kind of external financing.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4 Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at one hundred twenty-six thousand euro (EUR 126,000), represented by two hundred and fifty-two (252) shares with a nominal value of five hundred euro (EUR 500) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 6 hereof.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form only.

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7 Register of shares - Transfer of shares - Trustee's Blocking Notice.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable in accordance with the provisions of the law. However, to the extent and as long as (i) shares of a shareholder belong to the guarantee assets within the meaning of Section 66 of the German Act on the Supervision of Insurance Undertakings - "ISA" (§ 66 VAG-Versicherungsaufsichtsgesetz), and (ii) a trustee has been appointed in accordance with Section 70 ISA the respective Shareholder may only transfer its shares with the prior written consent of the trustee appointed or that of its deputy.

7.4 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

C. General Meetings of shareholders

Art. 8. Powers of the general meeting of shareholders.

8.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the "sole shareholder", depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. Convening of general meetings of shareholders.

9.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the internal auditor(s).

9.2 It must be convened by the board of directors or the internal auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

9.3 The convening notices shall be made by registered letters only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

9.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Conduct of general meetings of shareholders.

10.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on 31 May at 6.00 p.m.. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

10.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be shareholders nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

10.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

10.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

10.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

10.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

Art. 11. Quorum and Vote.

11.1 Each share entitles to one vote in general meetings of shareholders.

11.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 13. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 14. Sale of the Property. The decision to sell the Property falls within the competence of the general meeting of shareholders of the Company and resolutions on the sale of the Property shall be passed with a qualified majority of at least 64% (sixty four percent) of the Company's shares.

Art. 15. Minutes of general meetings of shareholders.

15.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

15.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members.

D. Management

Art. 16. Composition and Powers of the board of directors.

16.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent

applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

16.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 17. Daily management.

17.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

17.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 18. Appointment, Removal and Term of office of directors.

18.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

18.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a private individual as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 19. Vacancy in the office of a director.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Convening meetings of the board of directors.

20.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

20.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 21. Conduct of meetings of the board of directors.

21.1 The board of directors shall elect among its members a chairman.

21.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

21.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

21.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

21.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to such meeting taking any resolution on any other item.

21.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company is only mentioned in the resolution of the sole director.

21.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

21.10. The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 22. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

22.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

22.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 23. Dealing with third parties.

23.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

23.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Art. 24. Auditor(s).

24.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several independent external auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)). The independent external auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) shall be appointed for a term of office which may not exceed six (6) years. The independent external auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) may be re-appointed.

24.2 The general meeting of shareholders shall appoint the independent external auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) and decide on their number, their remuneration and their term of office.

24.3 An independent external auditor (réviseur d'entreprises agréé) may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 25. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Annual accounts and Allocation of profits.

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

26.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 27. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

27.1 The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 29. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law."

There being no further business, the meeting is closed at 6.55 p.m..

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing persons, said persons appearing signed together with the notary this deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le troisième jour du mois de juillet.

Par devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a été tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de Moutsu Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 118.937, constituée suivant un acte notarié en date du 4 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 28 octobre 2006, numéro 2026. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois selon un acte notarié en date du 23 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 9 février 2009, numéro 276 (la "Société").

L'assemblée a été ouverte à 18.00 heures sous la présidence de Monsieur Michael Jonas, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Madame Stéphanie Weydert, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a désigné comme scrutateur Monsieur Charles Heisbourg, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président a déclaré et prié le notaire d'acter que:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société afin de le porter de son montant actuel de douze mille six cents euros (EUR 12.600) à cent vingt-six mille euros (EUR 126.000) par l'augmentation de la valeur nominale des parts sociales de la Société, de leur montant actuel de cinquante euros (EUR 50) à cinq cents euros (EUR 500);

2. Transformation de la forme juridique de la Société d'une société à responsabilité limitée en une société anonyme;

3. Changement de dénomination sociale de la Société de Moutsu Investments S.à r.l. en Sirius S.A.;

4. Attribution des actions de la Société suite à la conversion;

5. Transfert du siège social de la Société;

6. Révocation des gérants de la Société et décharge;

7. Confirmation du nombre de membres du conseil d'administration de la Société et nomination des administrateurs de la Société suite à la transformation de la Société en société anonyme;

8. Nomination d'un réviseur d'entreprises agréé de la Société;

9. Refonte complète des statuts de la Société;

10. Divers.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les

associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. Les procurations des associés représentés, signées "ne varietur" par les parties comparantes, resteront annexées à cet acte.

IV. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

V. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale a demandé au notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent treize mille quatre cents euros (EUR 113.400) pour le porter de son montant actuel de douze mille six cents euros (EUR 12.600) à cent vingt-six mille euros (EUR 126.000) par l'augmentation de la valeur nominale des parts sociales de la Société, de leur montant actuel de cinquante euros (EUR 50) à cinq cents euros (EUR 500).

L'augmentation de la valeur nominale des parts sociales de la Société a été entièrement libérée par incorporation d'un montant de cent treize mille quatre cents euros (EUR 113.400) de réserves disponibles actuellement inscrites aux comptes de la Société.

La disponibilité de telles réserves est démontrée au notaire soussigné au moyen d'un bilan intermédiaire de la Société en date du 31 mai 2013.

Ledit bilan intermédiaire restera annexé à cet acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de transformer avec effet immédiat la forme juridique de la Société de sa forme originale de société à responsabilité limitée en une société anonyme, conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphe 5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») (la «Conversion»).

L'assemblée générale décide encore que d'un point de vue comptable et fiscal, la Conversion sera effective à compter de la date de la présente assemblée générale.

Le changement de la forme juridique est effectué sur la base d'un rapport conformément aux articles 26-1 et 32-1 de la Loi et établi par Fiduciaire Kohn Révision S. à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 259, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 158.810, réviseur d'entreprises agréé, en date des présentes, lequel a vérifié la valeur des actifs nets de la Société sur la base d'un bilan intermédiaire de la Société en date du 31 mai 2013 et a confirmé la valeur minimale du capital social de la Société au notaire.

La conclusion de ce rapport d'évaluation est la suivante:

"Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the net assets does not correspond at least to the number and value of the shares, and, thus, the share capital of EUR 126.000,00, to be issued in consideration."

Traduction libre: «Sur la base des travaux réalisés, nous n'avons eu connaissance d'aucun élément indiquant que la valeur des actifs nets ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur des actions, et donc, le capital social de EUR 126.000,00, à émettre en rémunération.»

Ce rapport d'évaluation et le bilan intermédiaire resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la Société de «Moutsi Investments S.à r.l.» en «Sirius S.A.».

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de convertir les deux cent cinquante-deux (252) parts sociales actuelles, chacune d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500), qui sont détenues par les associés actuels, en deux cent cinquante-deux (252) actions, chacune d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500) et d'attribuer ces actions comme suit aux actionnaires actuels de la Société:

1. Allianz Versicherungs Aktiengesellschaft, une société par actions (Aktiengesellschaft) constituée et existant sous le droit allemand, ayant son siège social à Königinstr. 28, 80802 Munich, Allemagne, et immatriculée au Registre de Commerce de Munich, Allemagne sous le numéro HR B 75727, détient vingt-six (26) actions de la Société;

2. Allianz Global Corporate & Specialty AG, une société par actions (Aktiengesellschaft) constituée et existant sous le droit allemand, ayant son siège social à Königinstr. 28, 80802, Munich, Allemagne, et immatriculée au Registre de Commerce de Munich, Allemagne sous le numéro HR B 161095, détient vingt-six (26) actions de la Société;

3. Allianz Versorgungskasse Versicherungsverein a.G., une société d'assurance mutuelle constituée et existant sous le droit allemand, ayant son siège social à Königinstr. 28, 80802 Munich, Allemagne détient treize (13) actions de la Société;

4. Allianz Vie S.A., une société anonyme constituée et existant sous le droit français, ayant son siège social au 87 Rue de Richelieu, 75002 Paris, France, et immatriculée Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, France sous le numéro 340 234 962, détient cent quarante-cinq (145) actions de la Société;

5. Allianz S.p.A., une société par actions constituée et existant sous le droit italien, ayant son siège social à Largo Ugo Irneri, 1, Trieste -34123, Italie, immatriculée Registre du commerce de Trieste, Italie sous le numéro 05032630963, détient quarante-deux (42) actions de la Société.

Cinquième résolution:

L'assemblée générale confirme le transfert du siège social de la Société au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Grand-Duché de Luxembourg.

Sixième résolution:

Suite à la Conversion, l'assemblée générale reconnaît que les mandats des membres du conseil de gérance de la Société prennent fin à la date des présentes et décide de donner décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date des présentes.

Septième résolution:

L'assemblée générale décide de fixer le nombre d'administrateurs de la Société à trois (3) et de nommer, avec effet immédiat, les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de la Société convoquée pour approuver les comptes annuels de la Société pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2018:

1. Dr. Felix Benedikt, né le 7 septembre 1973, à Kassel (Allemagne), résidant professionnellement au 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

2. M. Jens Hartmann, né le 17 septembre 1971, à Bielefeld (Allemagne), résidant professionnellement à Charlottenstraße 3, D-70182 Stuttgart, Allemagne;

3. Dr. Markus Trotter-Melitz, né le 10 mai 1964, à Heidelberg (Allemagne), résidant professionnellement à Charlottenstraße 3, D-70182 Stuttgart, Allemagne.

Huitième résolution:

L'assemblée générale décide de fixer le nombre de réviseurs d'entreprises agréés de la Société à un (1).

L'entité suivante est nommée réviseur d'entreprises agréé avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de la Société convoquée pour approuver les comptes annuels de la Société pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2018: KPMG Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 149.133.

Neuvième résolution:

Suite aux résolutions ci-dessus, l'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société et que les statuts consolidés de la Société seront rédigés en langue anglaise suivis d'une traduction en français et en allemand, la version anglaise faisant foi.

En conséquence, les statuts de la Société auront désormais la teneur suivante:

«A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société anonyme sous la dénomination «Sirius S.A.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet

a) la détention, la gestion et l'exploitation de biens immobiliers et de droits réputés immobiliers en particulier, des biens immobiliers, inscrits au registre foncier de Francfort district 9, tribunal local (Amtsgericht) de Francfort, folio n° 850, parcelle 72, sous-parcelle 16/3, bâtiment et espace libre, 8.190 m², sur lequel est construit un complexe immobilier appelé «SKYPER» consistant en la Tour SKYPER, la Villa néo-classique SKYPER et le Carré SKYPER à Francfort, Taunusanlage 1, Taunusstr. 2, 6 et Weserstr. 40 (la «Propriété») aux fins de placement d'actifs pour son propre compte.

b) la détention de participations quel que soit leur forme, par voie d'apport, de souscription, d'acquisition ou d'échange de titres, de fusion ou d'autres procédés de groupements, de sociétés, d'entreprises, quel que soit leur forme juridique

ou leur objet, la gestion et la disposition de telles participations, l'émission, l'acquisition, la gestion et la réalisation d'actions ou titres, qu'ils soient cotés ou non.

2.2 La Société ne peut contracter d'emprunts ni autres sortes de financement externe.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à cent vingt-six mille euros (EUR 126.000), représenté par deux cent cinquante-deux (252) actions d'une valeur nominale de cinq cents euros (EUR 500) chacune.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts ou dans les conditions prévues par l'article 6.

5.3 Toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l') actionnaire(s) existant(s). En cas de pluralité d'actionnaires, ces actions sont offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l') actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts.

5.4 La Société peut racheter ses propres actions dans les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Actions.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions, chacune d'elles ayant la même valeur nominale.

6.2 Les actions de la Société sont exclusivement nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des actions - Transfert des actions - Avis de Blocage du Trustee.

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les actions sont librement cessibles dans les conditions prévues par la Loi. Cependant, dans la mesure et aussi longtemps que (i) des actions d'un actionnaire appartiennent aux actifs de garantie (Sicherungsvermögen) au sens du paragraphe 66 de la Loi fédérale allemande sur la surveillance des assurances - «LSA» (§ 66 VAG-Versicherungsaufsichtsgesetz), et que (ii) un trustee a été désigné conformément au paragraphe 70 LSA, cet actionnaire ne peut transférer les actions en question qu'avec le consentement préalable du trustee désigné ou celui de son adjoint.

7.4 Tout transfert d'actions deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur inscription d'une déclaration de cession dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification de la cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

C. Assemblées générales d'actionnaires

Art. 8. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

8.1 Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Art. 9. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

9.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s) aux comptes.

9.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

9.3 Les convocations devront être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des actionnaires.

9.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 10. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

10.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le 31 mai à 18.00 heures. Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

10.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des actionnaires.

10.3 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.

11.4 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

10.5 Les actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

10.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

10.7 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

Art. 11. Quorum et Vote.

11.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.

11.2 Sauf disposition contraire de la Loi ou des statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 12. Modification des statuts. Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée,

une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 13. Changement de nationalité. Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Art. 14. Vente de la Propriété. La décision de vendre la Propriété relève de la compétence de l'assemblée générale des actionnaires de la Société et les résolutions portant sur la vente de la Propriété doivent être adoptées à la majorité qualifiée d'au moins 64% (soixante-quatre pourcent) des actions de la Société.

Art. 15. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

15.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

15.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil d'administration.

D. Administration

Art. 16. Composition et Pouvoirs du conseil d'administration.

16.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Cependant, lorsque la Société a été constituée par un actionnaire unique ou lorsqu'il apparaît, lors d'une assemblée générale d'actionnaires, que toutes les actions émises par une Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires consécutive à l'augmentation du nombre d'actionnaires. Dans cette hypothèse, le cas échéant et lorsque l'expression «administrateur unique» n'est pas mentionnée expressément dans les présents statuts, une référence au «conseil d'administration» utilisée dans les présents statuts doit être entendue comme une référence à l'«administrateur unique».

16.2 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 17. Gestion journalière.

17.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut, en conformité avec l'article 60 de la Loi être déléguée à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou mandataires, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil d'administration.

17.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

Art. 18. Nomination, Révocation et Durée des mandats des administrateurs.

18.1 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

18.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans et chaque administrateur doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

18.3 Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des voix valablement exprimées à une assemblée générale des actionnaires.

18.4 Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple voix valablement exprimées.

18.5 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être simultanément administrateur de la Société.

Art. 19. Vacance d'un poste d'administrateur.

19.1 Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.

19.2 Dans l'hypothèse où la vacance surviendrait alors que la Société est gérée que par un administrateur unique, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Convocation aux conseils d'administration.

20.1 Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou de n'importe quel administrateur. Les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.

20.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs vingt-quatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque administrateur y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du conseil d'administration dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil d'administration et qui aura été communiquée à l'ensemble des membres du conseil d'administration.

20.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration.

Art. 21. Conduite des réunions du conseil d'administration.

21.1 Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

21.2 Le président doit présider toute réunion du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer un autre administrateur en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des administrateurs présents.

21.3 Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant comme mandataire un autre membre du conseil d'administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.

21.4 Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les unes les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

21.5 Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée.

21.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président a une voix prépondérante.

21.7 Sauf disposition contraire de la Loi, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du conseil d'administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du conseil d'administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant toute prise de décision de l'assemblée générale des actionnaires sur tout autre point à l'ordre du jour.

21.8 Lorsque la Société ne comprend qu'un administrateur unique, les opérations conclues entre la Société et cet administrateur en situation de conflit d'intérêts avec la Société doivent simplement être mentionnées dans la décision de l'administrateur unique.

21.9 Les règles du conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique se rapporte à des opérations courantes, conclues à des conditions normales.

21.10 Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 22. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration - Procès-verbaux des décisions de l'administrateur unique.

22.1 Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration doit être signé par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le président temporaire, ou par deux (2) administrateurs présents. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs.

22.2 Les décisions de l'administrateur unique doivent être retranscrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par l'administrateur unique. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par l'administrateur unique.

Art. 23. Relations avec les tiers.

23.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature de l'administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par (ii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites d'une telle délégation.

23.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

E. Audit et Surveillance de la société

Art. 24. Réviseur(s) d'entreprise agréé(s).

24.1 Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprise agréé(s). Le(s) réviseur(s) d'entreprise agréé(s) est (sont) élu(s) pour une durée de mandat ne pouvant excéder six (6) ans. Il (s) peut (peuvent) être réélu(s).

24.2 L'assemblée générale des actionnaires désigne le(s) réviseur(s) d'entreprise agréé(s) et fixe leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

24.5 Un réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 25. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 26. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

26.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

26.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

26.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

26.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

26.5 Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 27. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et Primes assimilées.

27.1 Le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi.

27.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 29. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.»

Suit la traduction allemande des Statuts:

«A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) mit dem Namen „Sirius S.A." (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915") und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist

a) das Halten, die Verwaltung und der Bewirtschaftung von Grundstücken und grundstücksgleichen Rechten, insbesondere von dem Grundstück, das im Grundbuch des Amtsgerichts Frankfurt, Frankfurt Bezirk 9, Amtsgericht Frankfurt,

Folio Nr. 850, 72. Parzelle, Unterparzelle 16/3, Gebäude und freie Fläche, 8 190 m², registriert ist, auf dem ein Gebäudekomplex namens „SKYPER“ gebaut ist, welches den SKYPER Turm, die neoklassizistische SKYPER Villa und das SKYPER Carré in Frankfurt, Taunusanlage 1, Taunusstr. 2, 6 und Weserstr. 40 (die „Immobilie“) umfasst, zur eigenen Vermögensanlage.

b) das Halten von Beteiligungen jeglicher Art durch Einlage, Bezug, Erwerb oder Tausch von Wertpapieren, Fusion oder andere Arten von Unternehmensgemeinschaften, Gesellschaften, Unternehmen, ungeachtet ihrer Form oder ihres Zwecks, die Verwaltung und die Veräußerung von diesen Beteiligungen, die Einführung, der Erwerb, die Verwaltung und die Verwertung jeglicher Anteile oder Wertpapiere, ob börsennotiert oder nicht.

2.2 Der Gesellschaft ist es nicht erlaubt, Darlehen oder andere Arten von externer Finanzierung aufzunehmen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Verwaltungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt hundertsechszwanzigtausend Euro (EUR 126.000) bestehend aus zweihundertzweiundfünfzig (252) Aktien mit einem Nominalwert von fünfhundert Euro (EUR 500) pro Aktie.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, oder nach den Bestimmungen des Artikels 6 dieser Satzung erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt den bestehenden Aktionären angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Aktionären werden diese Aktien den Aktionären im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen am Gesellschaftskapital jeweils gehaltenen Aktien angeboten. Der Verwaltungsrat bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an die Aktionäre gesendeten Einschreibens beantragen, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt. Die Hauptversammlung der Aktionäre kann das Vorzugsrecht der bestehenden Aktionäre durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

5.4 Im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Aktien mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Aktien der Gesellschaft sind ausschließlich Namensaktien.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Aktionär betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Aktienregister - Übertragung von Aktien - Sperrvermerk des Treuhänders.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Aktienregister geführt, welches von jeden Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Der Nachweis über das Eigentum an Aktien kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienregister erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Aktionärs werden Zertifikate über die Eintragung ausgegeben werden.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Sofern eine Aktie von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft

ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einer derartigen Aktie auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Aktien sind im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes frei übertragbar. Ungeachtet des Vorstehenden, wird die vorherige schriftliche Zustimmung eines Treuhänders oder dessen Stellvertreters für die Übertragung der Aktien eines Aktionärs benötigt, soweit und solange (i) diese Aktien Teil des Sicherungsvermögens im Sinne des § 66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes („VAG“) sind und (ii) dieser Treuhänder gemäß § 70 VAG ernannt wurde.

7.4 Jede Übertragung von Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch (i) Eintragung einer vom Zedenten und vom Zessionar oder deren Vertretern datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister oder (ii) Eintragung einer von der Gesellschaft datierten und unterschriebenen Übertragungserklärung im Aktienregister, nachdem sie von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder dieser zugestimmt hat, wirksam.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 8. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

8.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinsamen Rechte in der Hauptversammlung der Aktionäre aus. Jede regelmäßig einberufene Hauptversammlung der Aktionäre repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die ihr durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

8.2 Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so ist jeder Bezug auf die „Hauptversammlung der Aktionäre“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Aktionär“ zu verstehen und alle Befugnisse der Hauptversammlung werden vom alleinigen Aktionär ausgeübt.

Art. 9. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.

9.1 Die Hauptversammlung der Aktionäre kann jederzeit durch den Verwaltungsrat oder, soweit vorhanden, durch den/die Rechnungsprüfer einberufen werden.

9.2 Sie muss auf schriftliche Aufforderung von einem oder mehreren Aktionären, die zusammen mindestens 10 Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals halten, vom Verwaltungsrat oder vom Rechnungsprüfer/den Rechnungsprüfern einberufen werden. In einem derartigen Fall muss die Hauptversammlung der Aktionäre innerhalb eines (1) Monats ab Zugang des Ersuchens abgehalten werden.

9.3 Die Einberufung erfolgt ausschließlich durch Einschreibebriefe, die mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Aktionär zu versenden sind.

9.4 Falls alle Aktionäre in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Durchführung der Hauptversammlung der Aktionäre.

10.1 Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort am 31. Mai um 18 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so ist die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am darauf folgenden Werktag abzuhalten. Weitere Hauptversammlungen der Aktionäre können an dem in der Einberufung bestimmten Ort zu der darin angegebenen Zeit abgehalten werden.

10.2 In jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Rat der Versammlung bestimmt, der aus einem Vorsitzenden, einem Schriftführer und einem Stimmzähler besteht, die weder Aktionäre, noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Der Rat der Versammlung soll sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und vor allem im Einklang mit den Regeln betreffend die Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären abgehalten wird.

10.3 In jeder Hauptversammlung wird eine Anwesenheitsliste geführt.

10.4 Ein Aktionär kann an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person, Aktionär oder nicht Aktionär, durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

10.5 Aktionäre, die an einer Hauptversammlung der Aktionäre durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnehmen, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Versammlung teilzunehmen, gelten als anwesend für die Bestimmung des Quorums und des Stimmrechts, insofern diese Kommunikationsmittel am Ort der Hauptversammlung zur Verfügung gestellt werden.

10.6 Jeder Aktionär kann seine Stimme in einer Hauptversammlung der Aktionäre durch eine unterzeichnete Stimmkarte abgeben, welches per Post, E-Mail, Fax oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den Sitz der Gesellschaft oder an die in der Einberufungsbekanntmachung genannte Adresse gesendet wird. Die Aktionäre können nur solche Stimmkarten verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionären ermöglichen, seine Stimme für oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt.

10.7 Stimmkarten, die für einen vorgeschlagenen Beschluss nicht nur (i) eine Stimme für oder (ii) eine Stimme gegen den vorgeschlagenen Beschluss oder (iii) eine Enthaltung beinhalten, sind in Bezug auf diesen Beschluss ungültig. Die Gesellschaft wird nur Stimmkarten berücksichtigen, die sie vor der entsprechenden Hauptversammlung der Aktionäre erhalten hat.

Art. 11. Quorum und Stimmrecht.

11.1 Jede Aktie gewährt eine Stimme in Hauptversammlungen der Aktionäre.

11.2 Sofern sich nicht aus dem Gesetz von 1915 oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 12. Änderungen der Satzung. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Art. 13. Änderung der Nationalität. Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 14. Verkauf der Immobilie. Die Entscheidung zum Verkauf der Immobilie untersteht der Zuständigkeit der Hauptversammlung der Aktionäre und die Beschlüsse betreffend den Verkauf der Immobilie werden mit einer qualifizierten Mehrheit von mindestens 64% (vierundsechzig Prozent) der Aktien gefasst.

Art. 15. Protokoll von Hauptversammlungen der Aktionäre.

15.1 Der Rat der Versammlung nimmt ein Protokoll jeder Versammlung auf, welches vom Rat der Versammlung sowie von jedem Aktionär, der darum ersucht, unterzeichnet wird.

15.2 Kopien und Auszüge dieser Protokolle, die in Gerichtsverfahren verwendet oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde verwahrt, beglaubigt werden, oder ansonsten vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 16. Zusammensetzung und Befugnisse des Verwaltungsrates.

16.1 Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern zusammensetzt. Sollte die Gesellschaft durch einen einzigen Aktionären gegründet worden sein oder wird in einer Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionären hat, so kann die Gesellschaft bis zu der Hauptversammlung der Aktionäre durch ein einziges Verwaltungsratsmitglied geleitet werden, die auf die Feststellung folgt, dass es wieder mehr als einen Aktionär gibt. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff „einziges Verwaltungsratsmitglied“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Verwaltungsrat“ als Verweis auf das „einziges Verwaltungsratsmitglied“ auszulegen.

16.2 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 17. Tägliche Geschäftsführung.

17.1 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes von 1915 können die tägliche Geschäftsführung und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, leitende Angestellte oder anderen Personen, mit gemeinsamer oder Einzelvertretungsbefugnis übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch einen Verwaltungsratsbeschluss bestimmt.

17.2 Die Gesellschaft kann durch notarielle Urkunden oder privatschriftlich Spezialvollmachten erteilen.

Art. 18. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Verwaltungsratsmitgliedern.

18.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

18.2 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds darf sechs (6) Jahre nicht überschreiten und jedes Verwaltungsratsmitglied übt sein Amt aus, bis sein/ihr Nachfolger gewählt ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

18.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied wird durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen in einer Hauptversammlung gewählt.

18.4 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit und ohne Grund mit einfacher Mehrheit der in einer Hauptversammlung der Aktionäre abgegebenen Stimmen abberufen werden.

18.5 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied gewählt, so muss diese eine natürliche Person als ihren ständigen Vertreter benennen, die ihr Mandat in ihrem Namen und für ihre Rechnung ausübt. Die betreffende juristische Person kann nur dann ihren ständigen Vertreter abberufen, wenn sie gleichzeitig einen Nachfolger ernennt. Eine natürliche Person kann nur ständiger Vertreter eines (1) Verwaltungsratsmitglieds und nicht gleichzeitig persönlich Verwaltungsratsmitglied sein.

Art. 19. Vakanz des Amtes eines Verwaltungsratsmitglieds.

19.1 Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre vorübergehend für die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum bis zur nächsten Hauptversammlung der Aktionäre ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Hauptversammlung der Aktionäre neu besetzt werden.

Art. 20. Einladung zu Verwaltungsratssitzungen.

20.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden oder eines beliebigen Verwaltungsratsmitglieds. Die Verwaltungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nicht anders bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Verwaltungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie des Einverständnisses ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Verwaltungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Verwaltungsratsmitgliedern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 21. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

21.1 Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden aus.

21.2 Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats schriftlich, per Fax, E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Verwaltungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Verwaltungsratsmitglieder vertreten.

21.4 Eine Verwaltungsratssitzung kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

21.5 Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Verwaltungsratssitzung teilnehmenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

21.7 Soweit nicht gesetzlich anders bestimmt muss jedes Verwaltungsratsmitglied, welches an einem Geschäft, das dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein Interesse, welches den Interessen der Gesellschaft entgegen steht, hat, den Verwaltungsrat über diesen Interessenskonflikt informieren; die Erklärung wird im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung der Aktionäre muss von derartigen Interessenskonflikten informiert werden, bevor Beschlüsse zu anderen Tagesordnungspunkten gefasst werden.

21.8 Hat die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied, so werden Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dem Verwaltungsratsmitglied, welches daran ein der Gesellschaft entgegenstehendes Interesse hat, nur im Beschluss des einzigen Verwaltungsratsmitglieds erwähnt.

21.9 Regeln zum Interessenkonflikt finden keine Anwendung, sofern sich die Entscheidung des Verwaltungsrats oder des einzigen Verwaltungsratsmitglieds auf gängige Geschäfte bezieht, die unter normalen Bedingungen eingegangen wurden.

21.10 Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 22. Protokoll von Verwaltungsratssitzungen - Protokoll der Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds.

22.1 Das Protokoll einer Verwaltungsratssitzung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, von dem Vorsitzenden pro tempore oder von zwei (2) beliebigen anwesenden Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder anderweitig vorzulegen sind, werden vom Vorsitzenden oder von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

22.2 Die Entscheidungen des einzigen Verwaltungsratsmitglieds werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom einzigen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Art. 23. Geschäfte mit Dritten.

23.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitglieds oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Verwaltungsratsmitglieder hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern, oder durch (ii) die gemeinsame oder Einzelunterschrift jedweder Person(en), der/denen eine solche Befugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, verpflichtet.

23.2 Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame oder Einzelunterschrift der Person(en) verpflichtet, der/denen diese Vollmacht übertragen wurde.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 24. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

24.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (reviseur(s) d'entreprises agréé(s)) beaufsichtigt. Die Amtszeit des (der) unabhängigen Wirtschaftsprüfers darf nicht sechs (6) Jahre überschreiten. Der (die) unabhängige(n) Wirtschaftsprüfer kann (können) wiederbestellt werden.

24.2 Die Hauptversammlung der Aktionäre ernennt den (die) unabhängigen Wirtschaftsprüfer (reviseur(s) d'entreprises agréé(s)) und legt ihre Anzahl, Vergütung und Amtszeit fest.

24.3 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (reviseur(s) d'entreprises agréé(s)) darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Jahresabschluss und Gewinne.

26.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Verwaltungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

26.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

26.3 Durch einen Aktionär erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Aktionärs ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

26.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

26.5 Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt die Hauptversammlung der Aktionäre im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

Art. 27. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

27.1 Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen Abschlagsdividenden auszahlen.

27.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Aktionäre ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen (1) oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 29. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18.55 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, lesdits comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Jonas, C. Heisbourg, S. Weydert et M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 5 juillet 2013. REM/2013/1192. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100835/1113.

(130122034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Noylight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 178.729.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of July,

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

Enlight Eshkol Vered L.P., a limited partnership organized and existing under the laws of Israel having its registered office at 16 HaMelacha Street, Rosh HaAyin 4809139 and registered with the Israel Company Registrar under registration N° 55-024121-0;

NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., a limited partnership organized and existing under the laws of Israel having its registered office at Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv-Jaffa 6789141, and registered with the Israel Company Registrar under registration N° 55-024731-6;

The founders are here represented by Ronnen Gaito, "Avocat à la Cour", having its professional address at L-2453 Luxembourg, 20 rue Eugène Ruppert by virtue of proxies given under private seal.

The before said proxies, being initialled ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The founders, duly represented as stated above, have requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" (the "Company") which they declares to incorporate.

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", private limited company, under the name "Noylight S.à r.l." governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies on "sociétés à responsabilité limitée", as amended (the "Law"), and the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Object. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises and more specifically in enterprises related to solar energy; to acquire any securities and rights through participation, contribution, under writing firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees as well as make loans to third parties in furtherance of its purpose; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed, including authorising its subsidiaries to do the same; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Registered Office.

3.1. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

3.2. The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is constituted for an unlimited duration.

4.2. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

4.3. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at six hundred and eighty one thousand euros (681.000-EURO) divided into:

sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class A Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class B Shares,
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class C Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class D Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class E Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class F Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class G Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class H Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class I Shares;
 sixty-eight thousand one hundred (68,100) Class J Shares;

(together hereafter the "Shares" and/or "Class(es) of Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

5.2. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J).

5.3 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (in the order provided for in article 5.2), such Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and cancelled.

5.4 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

5.5 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation

of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting of Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

5.6 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

5.7 The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorized and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not into shares or Shares under the conditions to be set by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the law of 10th August 1915, as amended, on commercial companies, will be complied with.

5.8 Each Share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

5.9 Subject to the provisions of the Shareholders Agreement on transfer of shares, the Shares are freely transferable among the shareholders.

5.10 Any shareholder transferring one Class of Shares must transfer its entire holding in all the Classes of Shares on a prorated basis.

5.11 Subject to the stipulations of the Shareholders' Agreement, Shares may not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting as well as compliance with the provision of Shareholders Agreement.

III. Management

Art. 6. Board of Managers.

6.1. The Company is managed by one or several, unless otherwise determined either shareholders or not, appointed by the shareholders with or without limitation of their period of office.

6.2. Only shareholders holding at least 25% of the Company's voting share capital shall be entitled, for as long as each such shareholder holds the said percentage, to recommend the nomination of one (1) manager per each such 25% holdings, out of 2 proposed nominees ("Nominating Shareholder"). The holders of less than 25% of the voting share capital shall not be entitled to recommend the nomination manager and any such shareholders expressly waive their nomination rights.

Shareholders holding 50% shall be entitled to recommend the nomination of 2 nominees to the board of manager out of 4 proposed nominees.

The appointment of a manager shall be effective upon a resolution adopted by the majority of the shareholders voting at a general meeting of shareholders and each shareholder undertakes to vote in favour of the manager(s) proposed by the Nominating Shareholders.

Each Nominating Shareholder shall be entitled to propose at any time the removal or replacement of its said nominated manager without cause and all shareholders commit to vote in favour of such nomination, removal or replacement. Any failure of any Shareholder to vote in favour of such removal or replacement ("Refusing Shareholder") constitutes a breach of the Shareholders Agreement and these Articles and such failure to affirmatively vote will entitle the Nominating Shareholder to a weekly monetary penalty in the amount of fifty thousand (50,000) Euro, calculated on a prorated daily basis (a.k.a "astreinte"), to be paid by the Refusing Shareholder to the Nominating Shareholder, for each day after the general meeting of shareholders has taken place for the purpose of the said removal or replacement, and until such affirmative vote is given.

6.3 The powers and the remuneration, if applicable, of any managers possibly appointed to or in place of the first managers will be determined in the general meeting of shareholders resolving on the nomination of the managers.

Art. 7. Powers of board of Managers.

7.1 All powers not expressly reserved by Law, these Articles or the Shareholders Agreement, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

7.2. Save as provided to the contrary under the Shareholders' Agreement, all resolutions tabled at board of managers meetings shall be passed by a simple majority of the managers present or represented at the meeting of the board of managers.

7.3 Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents.

Art. 8. Representation. In case of plurality of managers, the Company will be bound by the joint-signature of any two managers.

Art. 9. Procedure.

9.1 Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Subject to the terms of the Shareholders Agreement, meeting of the board of managers will be validly held provided that a majority of the managers are present or represented. If within an hour from the time appointed for holding a meeting of the board of managers a quorum is not present, then such meeting shall stand adjourned to the same time and place one week later. At such adjourned meeting the necessary quorum for the business for which the original meeting of the board of managers was called shall be any one (1) manager and any resolution taken at such meeting shall be binding upon the Company irrespective of any other provision in these Articles.

The board of manager shall meet as often as the Company's interest so requires and may be convened if any manager demanded the convocation thereof.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 72 (seventy-two) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of an emergency, in which case the nature of the circumstances and agenda shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

9.3. No such convening notice is required if all the managers of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

9.5 Each shareholder shall have the right to appoint a representative to attend at every meeting of the board of managers, and each and every meeting of any committee of such board. The appointment and removal of such a representative shall be by written notice from the shareholder so appoints, in the case of a removal, or willing to appoint an observer to the Company and shall take effect upon the delivery thereof at the Company's registered office or at any meeting of the Board of managers or any committee thereof.

Art. 10. Liability of Managers. No manager shall contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

The company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

IV. General Meeting of Shareholders

Art. 11. Powers and Voting Rights.

11.1 Each shareholder has the voting rights corresponding to its holding.

11.2 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 12. Forum - Quorum - Majority.

12.1 Shareholders decisions are taken by and during shareholders' meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

12.2 Subject to the provisions of the Shareholders Agreement on quorum and majority requirements, resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the Articles must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

12.3 Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the Law.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

V. Annual Accounts - Allocation of Profits

Art. 13. Accounting Year.

13.1 The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

13.2 Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the assets of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

13.3 Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

13.4 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company. Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into. The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant Law, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

VI. Distributions

Art. 14. Distributions.

14.1 Notwithstanding the stipulation of these Articles and subject to distribution policy stated in the Shareholders Agreement, the general meeting of shareholders of the Company, by the majority vote determined by the Law for payment of dividend, upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a recent interim statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager itself (as the case may be), and showing that sufficient reserves are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

14.2 The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter.

14.3 The share premium account and any other available capital reserve may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

14.4 The dividends declared may be paid in any currency selected by the sole manager or as the case may be the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the sole managers or as the case may be the board of managers. The manager or as the case may be the board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

14.5 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(i) an amount equal to 0.10% of the aggregate nominal value of the Class A Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class A Shares pro rata to their Class A Shares, then

(ii) an amount equal to 0.15% of the aggregate nominal value of the Class B Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class B Shares pro rata to their Class B Shares, then

(iii) an amount equal to 0.20% of the aggregate nominal value of the Class C Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class C Shares pro rata to their Class C Shares, then

(iv) an amount equal to 0.25% of the aggregate nominal value of the Class D Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class D Shares pro rata to their Class D Shares, then

(v) an amount equal to 0.30% of the aggregate nominal value of the Class E Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class E Shares pro rata to their Class E Shares, then

(vi) an amount equal to 0.35% of the aggregate nominal value of the Class F Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class F Shares pro rata to their Class F Shares, then

(vii) an amount equal to 0.40% of the aggregate nominal value of the Class G Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class G Shares pro rata to their Class G Shares, then

(viii) an amount equal to 0.45% of the aggregate nominal value of the Class H Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class H Shares pro rata to their Class H Shares, then

(ix) an amount equal to 0.50% of the aggregate nominal value of the Class I Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class I Shares pro rata to their Class I Shares, then

(x) an amount equal to 0.55% of the aggregate nominal value of the Class J Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class J Shares pro rata to their Class J Shares, then

(xi) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J Shares, then if no Class J Shares are in existence, Class I Shares and in such continuation until only class A Shares are in existence)

VII. Winding-up - Liquidation

Art. 15. Winding-Up - Liquidation.

15.1 Entry into a voluntary liquidation is subject to the terms of the Shareholders Agreement. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

15.2 After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders in conformity with and so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set for dividend distributions.

VIII. Definitions

Art. 16. Definitions.

Available Amount	Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to Art. 14 of the Articles, increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Whereby: AA= Available Amount NP= net profits (including carried forward profits) P= any freely distributable reserves CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled L= losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.
Cancellation Value Per Share	Shall mean the amount for which a Share of a Class(es) of Shares is repurchased and cancelled pursuant to article 5.4 shall be entitled in accordance with the with it Total Cancellation Amount.
Interim Accounts	Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.
Shareholder Agreement	The Shareholders Agreement signed amongst the shareholders of the Company on and around July 2013 as may be amended from time to time.
Total Cancellation Amount	The amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of shareholders for the repurchase of a Class of Shares in accordance with article 5.5 of these Articles

XI. General provisions

Art. 17. General Provisions.

17.1 The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles do not provide for the contrary.

17.2 Where there is any conflict between these Articles and the Shareholders' Agreement the Shareholders Agreement shall prevail to the fullest extent possible under the Law.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31, 2013.

Subscription - Payment

Thereupon prenamed, acting on the above capacity, represented by Mr. Ronnen Gaito by virtue of the aforementioned proxy;

declared to subscribe in the name and on behalf of:

Enlight Eshkol Vered L.P., a limited partnership organized and existing under the laws of Israel having its registered office at having its registered office at 16 HaMelacha Street, Rosh HaAyin 4809139 and registered under registration N° 55024121-0;

NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., a limited partnership organized and existing under the laws of Israel having its registered office at Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv-Jafa 6789141, and registered under registration N° 55-024731-6;

To pay a total cash contribution to the Company of seven hundred and forty nine thousand one hundred euro (EUR 749,100.-) out of which an amount of sixty eight thousand one hundred euro (EUR 68,100.-) will be allocated to the legal reserve which is allocated among the founders as follows:

- Enlight Eshkol Vered L.P. hereby makes a total cash contribution to the Company of three hundred and eighty two thousand forty one euro (EUR 382,041.-) (the "Enlight Contributed Amount") out of which it will subscribed to the share capital of the Company by way of subscription to 10 classes of shares from A-J having a par value of one euro (EUR 1.-) each with the total subscription amount amounting to three hundred and forty seven thousand three hundred and ten euro (EUR 347,310.-) in accordance with the allocation of shares described in the table below and the rest of the Enlight Contributed Amount being thirty four thousand seven hundred and thirty one (EUR 34,731.-) is allocated to the Company's legal reserve;

- NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P. hereby makes a total cash contribution to the Company of three hundred and sixty seven thousand fifty nine euro (EUR 367,059.-) (the "Noy Contributed Amount") out of which it will subscribed to the share capital of the Company by way of subscription to 10 classes of shares from A-J having a par value of one (EUR 1.-) each with the total subscription amount amounting to three hundred and thirty three thousand six hundred and ninety euro (EUR 333,690.-) in accordance with the allocation of shares described in the table below and the rest of the Noy Contributed Amount being thirty three thousand three hundred and sixty nine (EUR 33,369.-) is allocated to the Company's legal reserve.

Subscriber	Amount of the Subscription in EUR	Class A Shares	Class B Shares	Class C Shares	Class D Shares	Class E Shares
Enlight Eshkol Vered L.P., a limited partnership, registered office at registered office at Hamelacha St. 16 Rosh-Haayin, Israel, 4809139, and registered with the Israel Registrar registration N° 55-024121-0	347.310	34.731	34.731	34.731	34.731	34.731
NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., a limited partnership, registered office at Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv, and registered with the Israel Registrar registration N° 55-024731-6	333.690	33.369	33.369	33.369	33.369	33.369
TOTAL	681.000	68.100	68.100	68.100	68.100	68.100

Subscriber	Class F Shares	Class G Shares	Class H Shares	Class I Shares	Class J Shares
Enlight Eshkol Vered L.P., a limited partnership, registered office at registered office at Hamelacha St. 16 Rosh-Haayin, Israel, 4809139, and registered with the Israel Registrar registration N° 55-024121-0	34.731	34.731	34.731	34.731	34.731
NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., a limited partnership, registered office at Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv, and registered with the Israel Registrar registration N° 55-024731-6	33.369	33.369	33.369	33.369	33.369
TOTAL	68.100	68.100	68.100	68.100	68.100

so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of seven hundred and forty nine thousand one hundred euro (EUR 749,100.-) as was certified to the undersigned notary.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as manager for an undetermined duration of the Company:

Ronnen Gaito, lawyer, with professional address at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg,

Thierry Derochette, chartered accountant, with a professional address at 62 avenue de la liberté L-1930, Luxembourg.

The Company shall be bound in accordance with article nine of the Company's Articles.

2) The Company shall have its registered office at L-2453, 20 rue Eugène Ruppert, Luxembourg.

3) The shareholders approved the opening of the bank account with Banque Internationale à Luxembourg located at 69, route d'Esch L-2953 Luxembourg and further resolved to give grant the following signature powers over the said bank account in the following manner:

- Amounts up to EUR 50,000.-require the joint signatures of Mr. Ronnen Jonathan Gaito, German national with a passport number of C4VMXH2KJ and Mr. Nir Yehuda an Israeli national with a passport number 12425894; and

- Amounts over EUR 50,000.-requires the joint signatures of Mr. Ronnen Jonathan Gaito, German national with a passport number of C4VMXH2KJ, Mr. Nir Yehuda an Israeli national with a passport number 12425894 and Mr. Ran Shaul Shelach, Israeli national with a passport number of 10906791.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about two thousand five hundred euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le onze juillet.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaissent:

Enlight Eshkol Vered L.P., une limited partnership constituée sous les lois d'Israël, ayant son siège social à 16 HaMelacha Street, Rosh HaAyin 4809139 enregistrée auprès du Israel Company Registrar sous le N° 550241210;

NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., une limited partnership constituée sous les lois d'Israël, ayant son siège social à Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv-Jaffa 6789141, enregistrée auprès du Israel Company Registrar sous le N° -024731-6.

Les fondateurs ici représentés par Maître Ronnen Gaito, "avocat à Cour" avec adresse professionnelle à L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert, en vertu de procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Les fondateurs, dûment représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée (la "Société") qu'ils déclarent constituer et dont il ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par cet acte une "société à responsabilité limitée", nommée "Noylight S.à.r.l." régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie de parts sociales ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de collecter des fonds sous quelque forme que ce soit et de garantir le remboursement des fonds empruntés et notamment d'accorder des titres sur les actifs de la société en faveur des obligations susceptibles de provenir de n'importe quel crédit, emprunt ou accord de facilités ou tout autre sorte d'emprunter et de prêter; enfin d'exécuter n'importe quelle opération qui directement ou indirectement se rapporte à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Siège social.

3.1 Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts des associés lors d'une assemblée extraordinaire. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

3.2 La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2 Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

4.3 Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à six cent quatre-vingt-un mille euros (681.000, EUR) représenté par:

- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class A;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class B;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class C;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class D;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class E;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class F;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class G;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class H;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class I;
- Soixante-huit mille cent (68.100) Parts Sociales Class J;

(nommées ci-après les "Parts Sociales" et/ou «Classes de Parts Sociales») d'une valeur d'un euro (1,-EUR) chacune et qui sont libérées intégralement en numéraire.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée selon les modalités prévues en matière de modification des présents Statuts.

Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales, y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs Classe(s) de Parts Sociales entières par voie de rachat et d'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans de telle(s) classe(s). En cas de rachats ou d'annulations de Classes de Parts Sociales, de tels rachats et annulations de Parts Sociales seront effectués suivant l'ordre alphabétique inversé (commençant par la Classe J).

5.3 Dans le cas d'une réduction du capital social par voie de rachat et d'annulation de Parts Sociales (selon l'ordre défini à l'article 5.2), cette Classe de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs au prorata de leur détention dans cette classe), au Montant Disponible (avec la limitation toutefois au Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs des Parts Sociales de la Classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant correspondant à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chacune des Parts Sociales de la classe pertinentes annulée qu'ils détiennent.

5.4 La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée.

5.5 Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base des Comptes Intermédiaires. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des classes J, I, H, G, F, E, D, C B, et A sera le Montant Disponible de la classe pertinente au moment de l'annulation de la classe en question sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés selon les modalités prévues en matière de modification des statuts, sous réserve toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur à ce Montant Disponible.

5.6 A la suite du rachat et de l'annulation des parts sociales de la classe concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera exigible et payable par la Société.

5.7 Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en parts sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifié, soit respecté.

5.8 Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

5.9 Sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaire sur la cession de Parts Sociales, les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés.

5.10 Tout associé qui transfère une Classe de Parts Sociales est obligé de transférer les Parts Sociales qu'il détient dans toutes les classe au pro rata.

5.11 Sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaire, les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un tiers non-associé si ce n'est avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et en conformité avec le Pacte d'Actionnaire.

III. Gérance

Art. 6. Conseil de Gérance.

6.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non sauf si stipulation contraire, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat.

6.2 Uniquement les détenteurs de Parts Sociales qui représentant au moins 25 % du capital social avec droit de vote sont autorisés aussi longtemps qu'ils détiennent ledit pourcentage de recommander la nomination d'un (1) gérant pour chaque 25% de Parts Sociales détenues, et ceci à partir de deux (2) gérants nommés (l'«Associé Désignant»). Les détenteurs qui détiennent moins que 25% du capital social avec droit de vote ne sont pas autorisés de désigner des gérants et un tel associé renonce expressément à son droit de nomination.

Les associés qui détiennent 50% sont autorisés à recommander de proposer deux (2) gérants sur quatre (4) candidats gérants en vue de leur désignation au Conseil de gérance.

La désignation d'un gérant sera effective quand la majorité des associés avec droit de vote aura adopté une telle résolution à l'assemblée générale des associés et chaque associé s'engage à voter en faveur des gérants proposés par les associés avec droit de nomination.

Chaque Associé Désignant pourra à tout moment, avec ou sans justification, proposer la révocation de son gérant désigné et tous les associés s'engagent à voter en faveur de cette nomination, révocation ou remplacement. Tout refus d'un associé quiconque de voter en faveur d'une révocation ou remplacement ("associé refusant") constitue une rupture de cette convention et l'absence de voter affirmativement autorisera l'associé avec droit de nomination à une amende monétaire (hebdomadaire) d'un montant de (50.000) EURO, calculé proportionnellement sur la base quotidienne (une

pénalité) qui sera à payer par l'associé refusant à l'associés avec droit de vote pour chaque jour suivant l'assemblée générale des associés aux fins de ladite révocation ou remplacement et jusqu'à un vote affirmative est donnés.

6.3 Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés par l'assemblée générale des associés devant se prononcer sur la nomination des gérants.

Art. 7. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

7.1 Tous les pouvoirs non expressément réserves à l'assemblée générale des associés par la loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant, ou, au cas de pluralités des gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conforme à l'objet social.

7.2 Sauf stipulation contraire du Pacte d'Actionnaire, toutes les résolutions d'une réunion du conseil de gérance doivent être adoptées par la majorité simple des gérants présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance.

7.3 Pour des affaires spécifiques un pouvoir spécial et limité peut être délégué à un ou plusieurs représentants.

Art. 8. Représentation. En cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants.

Art. 9. Procédure.

9.1 Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaires, le conseil de gérance se tiendra valablement à condition que la majorité des gérants soient présents ou représentés. Si, dans l'heure convenue pour la tenue d'une réunion du conseil de gérance le quorum n'est pas atteint, la réunion sera alors ajournée et reportée aux mêmes lieux et à la même une semaine plus tard. Lors de cette réunion, le quorum nécessaire pour l'ordre du jour sur lequel devait se prononcer le conseil de gérance initial sera d'un (1) gérant et les résolutions adoptées lors de cette réunion seront liantes pour la société nonobstant toute clause contraire dans les présents Statuts.

Le conseil de gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société le demande ou sur demande de tout gérant à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation.

9.2 Une notification par écrit d'une réunion du conseil de gérance sera mise à la disposition de tous les gérants au moins 72 (soixante-douze) heures avant la date d'une telle réunion, sauf en cas d'urgence, dans ce cas l'objet des circonstances sera mentionné dans l'avis de convocation du conseil de gérance.

Tout gérant peut intervenir à toute réunion de gérants ou donner pouvoir par téléfax, cable, télégramme ou télex à un autre gérant.

9.3 Une convocation n'est pas exigée si tous les gérants du conseil de gérance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils constatent qu'ils ont été dûment informés et ont pris connaissance de l'agenda de la réunion.

9.4 Les décisions approuvées par écrit et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises lors des réunions des gérants.

Dans ces cas les résolutions et décisions seront prises explicitement soit formulées par décisions circulaires, transférées par courrier postal, électronique ou téléfax, ou par téléphone, téléconférence ou autres télécommunications médias.

9.5 Chaque associé a le droit de désigner un représentant pour assister en tant qu'observateur à chaque conseil de gérance et à chaque réunion, ou chaque comité lié à ces conseils de gérance. La désignation et révocation d'un tel représentant devront être notifiée par écrit à la Société – ayant désigné, dans le cas d'une révocation, ou voulant désigner un observateur-par l'associé et prendront effet dès réception de la notification au siège social de la Société ou à toute réunion du conseil de gérance ou tout comité lié.

Art. 10. Responsabilité des Gérants. Aucun gérant ne s'engage en sa fonction de gérant en aucune obligation personnelle se référant aux responsabilités qui sont prises régulièrement par lui au nom de la société; à titre obligatoire il est uniquement responsable pour l'exécution de son mandat.

La Société indemniserà tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire/associée ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

V. Assemblée Générale

Art. 11. Pouvoirs et Droits de vote.

11.1 Chaque associé a le droit de vote correspondant à sa participation.

11.2 Chaque associé a le droit de désigner toute personne ou entité son mandataire suite à une procuration par écrit soit par lettre, télégramme, téléfax, télex ou e-mail afin de le représenter à l'assemblée générale des associés.

Art. 12. Forum - Quorum - Majorité.

12.1 Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Néanmoins, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

12.2 Sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaire relatives au quorum et à la majorité requise, les résolutions sont valablement adaptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Néanmoins, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

12.3 Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la Loi.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

V. Exercice social - Comptes annuels

Art. 13. Exercice social.

13.1 L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

13.2 Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

13.3 Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

13.4 L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

VI. Distributions

14. Distributions.

Art. 14.1. Nonobstant les dispositions des statuts et sujet à la politique stipulée dans le Pacte d'actionnaire, l'assemblée générale des associés de la Société, par le vote majoritaire déterminé par la loi sur le paiement des dividendes, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant) peut décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours, sur base d'un récent état intérimaire des comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique lui-même (le cas échéant), et laissant apparaître que les fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne saurait excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lesquels les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

14.2 Le solde peut être distribué aux Associés par décision prise en assemblée générale conformément aux dispositions prévues ci-après.

14.3 Le compte de prime d'émission et toutes autres réserves disponibles peuvent être distribuées aux Associés sur décision d'une Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions prévues ci-après. L'Assemblée Générale des Associés peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission à la réserve légale.

14.4 Les dividendes déclarés pourront être payés en toute devise choisie par le gérant ou le cas échéant, par le conseil de gérance, et pourront être payés au lieu et heure déterminés par le gérant ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance peut fixer souverainement le taux de change applicable pour convertir les fonds de dividendes dans la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une part sociale pendant cinq ans et non réclamé par le détenteur de cette part sociale, sera prescrite par le fait du détenteur de cette part sociale, et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera versé sur les dividendes déclarés mais non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte des détenteurs des parts sociales.

14.5 Dans le cas d'une déclaration de dividende, ce dividende sera alloué et payé de la manière suivante:

(i) un montant équivalent à 0,10% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe A en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe A au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe A, ensuite

(ii) un montant équivalent à 0,15% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe B en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe B au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe B, ensuite

(iii) un montant équivalent à 0,20% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe C en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe C au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe C, ensuite

(iv) un montant équivalent à 0,25% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe D en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe D au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe D, ensuite

(v) un montant équivalent à 0,30% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe E en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe E au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe E, ensuite

(vi) un montant équivalent à 0,35% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe F en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe F au pro rata leurs Parts Sociales de Classe F, ensuite

(vii) un montant équivalent à 0,40% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe G en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des parts sociales de Classe G au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe G, ensuite

(viii) un montant équivalent à 0,45% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe H en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des parts sociales de Classe H au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe H, ensuite

(ix) un montant équivalent à 0,50% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe I en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe I au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe I, ensuite

(x) un montant équivalent à 0,55% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe J en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe J au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe J, ensuite

(xi) le solde du montant total distribué sera alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière Classe et ce, suivant l'ordre alphabétique inversé (c.-à-d. premièrement les Parts Sociales de Classe J, ensuite, s'il n'existe aucune Part Sociale de Classe J, les Parts Sociales de Classe I et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'existe plus que des Parts Sociales de Classe A).

VII. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1 La mise en liquidation de la Société est sujette aux stipulations du Pacte d'Actionnaires. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

15.2 Après règlement de toutes les dettes, charges et dépenses de liquidation, tout solde en résultant sera payé à l'ensemble des détenteurs des parts sociales de la Société au pro rata de leurs détention de parts sociales et conformément aux dispositions de l'article 17.6. Des distributions intermédiaires de surplus peuvent être faites.

VIII. Définitions

Art. 16. Définitions.

Montant Disponible

signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) selon l'article 14 des Statuts augmenté de (i) toute prime d'émission

librement distribuable et autres réserves disponibles et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Classe de Parts Sociales à annuler mais diminué de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toute somme à placer dans la(les) réserve(s) conformément aux obligations de la loi ou des statuts, toujours tel qu'indiqué dans les Comptes Intermédiaires pertinents (à l'exclusion, afin d'éviter tout doute, de toute double comptabilisation) de sorte que:

$$MD = (BN + P + RC) - (L + LR)$$

Par lequel

MD= Montant Disponible

BN= bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P= toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves disponibles

RC = montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Classe de Parts Sociales à annuler

L= pertes (y compris les pertes reportées)

LR = toute somme à placer dans la(les) réserve(s) conformément à la loi ou aux Statuts.

Valeur d'Annulation par Part Sociale	signifie le montant auquel une part sociale de la Classe rachetée et annulée conformément à l'article 5.4a droit dans le Montant Total d'Annulation.
Date des Comptes Intérimaires	signifie la date n'étant pas inférieure à huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de parts sociales concernée.
Comptes Intérimaires	signifie les comptes intermédiaires de la Société à la Date des Comptes Intermédiaires concernés.
Montant Total d'Annulation	signifie le montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale pour le rachat d'une Classe de parts sociales conformément à l'article 5.5 des présents statuts.
Pacte d'Actionnaire	Le pacte d'actionnaire signé par les associés de la Société aux alentours de juillet 2013 et pouvant être amendé par après.

Stipulations générales

Art. 17. Stipulation Générales.

17.1. - Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

17.2. Etant donné tout conflits entre ces statuts et la convention d'associés la convention d'associés fera foi dans toute la mesure permise par la loi.

Mesures transitoires

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Par conséquent, agissant en sa qualité référencée ci-dessus, représentée par Maître Ronnen Gaito, avocat à Cour" en vertu de la procuration ci-dessus référencée, a déclaré souscrire au nom et pour le compte de Enlight Eshkol Vered L.P., une limited partnership constituée sous les lois d'Israel, ayant son siège social à 16 HaMelacha Street, Rosh HaAyin 4809139 enregistrée auprès du Israel Company Registrar sous N° 55-024121-0;

NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., une limited partnership constituée sous les lois d'Israel, ayant son siège social à Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv-Jaffa 6789141, enregistrée auprès du Israel Company Registrar sous N° 55-024731-6.

D'apporter un montant total en espèces de sept cent quarante-neuf mille et cent euros (749.100,-) à la société dont un montant de soixante-huit mille et cent euros (68.100,- EURO) sera attribué à la réserve légale qui sera réparti parmi les fondateurs comme suit:

- Enlight Eshkol Vered L.P contribue un montant total en espèces s'élevant à trois cent quatre-vingt-deux mille quarante-et-un euros (382.041,- EURO) ("Montant contribué par Enlight") à la société dont la société souscrira le capital social de la société en particulier 10 classes de parts sociales de A à J avec une valeur nominative de un euro (EUR 1,-) chacune avec le montant total de souscription de trois cent quarante-sept mille trois cent dix euros (347.310,- EUR) conformément à l'allocation de parts sociales spécifiées dans le tableau ci-après et le reste du montant attribué par Enlight notamment trente-quatre mille sept cent trente-et-un euros (34.731,- EUR) sera transféré à la réserve légale de la société.

- NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P. contribue un montant total en espèces à la société s'élevant à trois cent soixante-sept mille cinquante-neuf euros (367.059,- EURO) ("Montant contribué par Noy") dont la société souscrira le capital social de la société en particulier 10 classes de parts sociales de A à J avec une valeur nominative de un euro (EUR 1,-) chacune avec le montant total de souscription de trois cent trente-trois mille six cent quatre-vingt-dix

euros (333.690,- EUR) conformément à l'allocation de parts sociales spécifiées dans le tableau ci-après et le reste du montant attribué par Noy notamment trente-trois mille trois cent soixante-neuf (33.369,- EUR) sera transféré à la réserve légale de la société.

Subscriber	Amount of the Subscription in EUR	Class A Shares	Class B Shares	Class C Shares	Class D Shares	Class E Shares
Enlight Eshkol Vered L.P., a limited partnership, registered office at registered office at Hamelacha St. 16 Rosh-Haayin, Israel, 4809139, and registered with the Israel Registrar registration						
N° 55-024121-0	347.310	34.731	34.731	34.731	34.731	34.731
NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., a limited partnership, registered office at Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv, and registered with the Israel Registrar registration						
N° 55-024731-6	333.690	33.369	33.369	33.369	33.369	33.369
TOTAL	681.000	68.100	68.100	68.100	68.100	68.100
Subscriber		Class F Shares	Class G Shares	Class H Shares	Class I Shares	Class J Shares

Enlight Eshkol Vered L.P., a limited partnership, registered office
at registered office at Hamelacha St. 16 Rosh-Haayin, Israel,
4809139, and registered with the Israel Registrar registration

N° 55-024121-0	34.731	34.731	34.731	34.731	34.731
NOY 1 Infrastructure and Energy Investment Fund L.P., a limited partnership, registered office at Electra Building, 98 Yigal Alon Street, Tel Aviv, and registered with the Israel Registrar registration					
N° 55-024731-6	33.369	33.369	33.369	33.369	33.369
TOTAL	68.100	68.100	68.100	68.100	68.100

de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de sept cent quarante-neuf mille et cent euros (749.100,- EUR), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

- 1) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée
 - Ronnen Gaito, adresse professionnelle à 20, rue Eugène Ruppert, L-2543 Luxembourg;
 - Thierry Derochette, adresse professionnelle à 62, avenue de la liberté, L-1030 Luxembourg.

La Société se trouvera engagée conformément à l'article 9 des statuts.

- 2) Le siège social de la Société est établi à L-2453 Luxembourg, 20 rue Eugène Ruppert.

3) Les Associés décident d'ouvrir un compte bancaire auprès de la Banque Internationale à Luxembourg, sise au 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg et décident d'octroyer les pouvoirs de signature suivants sur le compte bancaire:

- Montants jusqu'à 50.000,- EUR: la signature conjointe de M. Ronnen Jonathan Gaito, de nationalité allemande avec le numéro de passeport C4VMXH2KJ et M. Nir Yehuda, de nationalité israélienne avec le numéro de passeport 12425894 sera requise; and

- Montants supérieurs à 50.000,- EUR: la signature conjointe de M. Ronnen Jonathan Gaito, de nationalité allemande avec le numéro de passeport C4VMXH2KJ et M. Nir Yehuda, de nationalité israélienne avec le numéro de passeport 12425894 et M. Ran Shaul Shelach, de nationalité israélienne avec le passeport numéro 10906791 sera requise.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille cinq cents Euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes, à la date mentionnée au début du document.
Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.
Signé: R. GAITO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg AC, le 12 juillet 2013. Relation: LAC/2013/31649. Reçu soixante quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100839/812.

(130122523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2013.

EIF Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 105.112.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- la dénomination sociale de l'associé unique est désormais EIF Soparfi C S.à r.l. avec effet au 4 novembre 2011;
- le siège social de la société EIF Soparfi C S.à r.l., associé unique de la société émarginée, a été transféré du 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juillet 2013.

Luxembourg, le 08 juillet 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013097767/15.

(130118563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Esoo Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.775.588,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 7.310.

Extrait de procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Bertrange le 14 juin 2013

L'Assemblée décide:

- de nommer PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, comme réviseur d'entreprise pour l'exercice 2013.

Pour copie conforme

Pascale Mariën

Référence de publication: 2013097782/14.

(130118457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Finethic S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.021.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juillet 2013

L'Assemblée Générale renomme comme réviseur d'entreprises agréé:

- ERNST & YOUNG.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097810/14.

(130119016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.
